

DE «NOUVEAUX» DÉPUTÉS MAL ÉLUS ET PEU REPRÉSENTATIFS

# La séparation des pouvoirs en souffrance

*Les députés de la 5<sup>e</sup> législature (2002-2007) avaient voté en janvier 2006 une mauvaise loi anti-corruption, et le comble, cette loi est très peu appliquée. Leurs successeurs (2007-2012) n'ont rien voté du tout, et ont laissé exploser les scandales de corruption. Les «nouveaux» députés — mal élus et peu représentatifs —, installés le 26 mai dernier, s'inscriront à coup sûr dans la même inertie.*

Face à la multiplication des affaires de corruption et aux pressions de la communauté internationale, l'Algérie avait adopté en 2006 une loi spécifique destinée à la lutte contre ce phénomène. L'élaboration et l'application de cette loi posent des problèmes qui sont évoqués dans un article ci-contre. De manière générale, la question de l'effectivité des lois se pose avec acuité. Il ne suffit pas, en effet, d'élaborer une loi et de la faire voter, encore faut-il en assurer une application équitable et effective conformément à la philosophie qui sous-tend la notion d'Etat de droit. Le dispositif légal contre la corruption doit être compris comme l'ensemble des textes ayant pour vocation spécifique de prévenir et de réprimer la corruption, mais doit aussi intégrer la réglementation destinée à assurer la transparence, voire les textes qui consacrent la démocratie et garantissent les droits fondamentaux des citoyens.

C'est souvent à la suite d'alternances politiques — ce n'est toujours pas le cas en Algérie — que des lois spéciales de lutte contre la corruption ont été édictées et parfois abusivement utilisées à des fins de règlements de comptes politiques, ce qui est souvent le cas en Algérie.

S'il suffisait de lois répressives pour venir à bout de la corruption, celles-ci n'existeraient plus. Il est impératif d'assurer l'effectivité des lois et leur application par des institutions judiciaires fiables. La volonté politique du pouvoir exécutif et la culture d'intégrité de la magistrature sont indispensables



Photo : D. R.

à cet effet : nous en sommes encore très loin en Algérie. Sans une véritable volonté politique, les lois anti-corruption restent lettre morte. Il est par ailleurs illusoire d'espérer d'une justice, elle-même gangrenée par la corruption, qu'elle puisse sévir avec efficacité contre ce phénomène. Pour peu qu'il y ait une volonté politique, il existe un large consensus sur la priorité à accorder à la prévention. En effet, une politique exclusivement répressive est insuffisante. En outre, le recours systématique à la répression traduirait en partie l'échec de la prévention.

## Les lois doivent être respectées et appliquées

Les poursuites judiciaires sont néanmoins incontournables et participent également à la prévention

par leur effet dissuasif. Les réformes législatives doivent donc tout autant s'attacher à la prévention qu'à la répression des actes de corruption.

Le dispositif légal pour combattre la corruption ne peut pas être considéré uniquement sous l'angle pénal mais doit inclure

toutes les thématiques suivantes : l'accès à l'information ; les conflits d'intérêts ; les marchés publics ; la liberté d'expression ; la liberté de la presse ; la protection de ceux qui dénoncent la corruption et de ceux qui portent plainte ; les conditions permettant à la société civile de se mobiliser ; les élec-

tions démocratiques ; le contrôle de la légalité des décisions et des actes de l'administration ; la séparation des pouvoirs, notamment l'indépendance des juges, etc.

Pour lutter contre la corruption, un pays doit disposer de lois qui s'inscrivent dans le respect des droits humains.

Ces lois doivent régulièrement être adaptées aux besoins de la lutte contre la corruption et s'inspirer des expériences internationales. Il ne suffit pas que ces lois existent, elles doivent être respectées et appliquées.

Si dans un pays donné, la lutte contre la corruption est l'affaire de tous, elle ne peut enregistrer de succès durable que si elle s'inscrit dans une coopération internationale entre l'ensemble des acteurs qui en ont fait leur combat, comme elle doit aussi prendre connaissance et s'inspirer des mécanismes internationaux mis en place à travers de multiples initiatives de par le monde, à l'image de la Convention des Nations unies contre la corruption.

Djilali Hadjadj

## La très mauvaise loi anti-corruption de janvier 2006

La loi algérienne de prévention et de lutte contre la corruption votée par les députés le 3 janvier 2006 puis par les sénateurs le 24 janvier 2006 avait été publiée au *Journal officiel* du 8 mars 2006. Elle contient un très grand nombre de recommandations générales liées à la prévention et très peu de prolongements réglementaires.

Cette loi est très en retrait par rapport aux Conventions des Nations unies et de l'Union africaine contre la corruption. Donnons quelques exemples. Au sujet de la notion de déclaration de patrimoine — il faut souligner la décision des députés en janvier 2006 de supprimer l'ex-article 7 qui prévoyait la déchéance du mandat ou la fin de fonction pour les agents publics qui ne déclarent pas leur patrimoine dans les délais.

L'article 6 de cette loi qui énumère les fonctions et mandats sujets à déclaration ne comprend pas les chefs de l'armée, contrairement à l'ordonnance de 1997 qui le prévoyait. Concernant la participation de la société civile, des associations

et des ONG à la lutte contre la corruption, tel que le recommande abondamment la Convention des Nations unies, l'article 15 de la loi algérienne est très restrictif à ce sujet et n'évoque pas du tout les associations, article qui reflète d'ailleurs les positions négatives sur cette question de la délégation algérienne lors des négociations de la Convention des Nations unies à Vienne de 2001 à 2003. La nouvelle loi sur les associations de janvier 2012 confirme la démarche liberticide du pouvoir.

Pour ce qui est de l'organe de prévention et de lutte contre la corruption — le titre III de la loi lui est réservé (articles 17 à 24) —, l'affirmation de son indépendance est contredite dans le même texte, d'une part, par sa mise sous tutelle du président de la République, et d'autre part, par la relation de dépendance vis-à-vis du ministère de la Justice : l'article 22 oblige cet «organe» à soumettre à ce ministère les dossiers de corruption éventuelle à soumettre aux tribunaux. Même le rapport annuel de cet

«organe», qui est remis au président de la République, n'est pas rendu public : la transparence et l'information du public ne semblent pas être des préoccupations pour les auteurs de cette loi. Par ailleurs, les Algériens ne pourront pas directement s'adresser aux responsables de cet «organe», contrairement à une disposition de la Convention des Nations unies qui encourage fortement cette relation directe des citoyens avec l'agence de lutte contre la corruption.

La notion de protection des dénonciateurs et des victimes de la corruption est évoquée très largement par la Convention des Nations unies, la loi du 20 février 2006 lui consacre uniquement l'intitulé d'un article (45), mais l'article en question n'évoque pas du tout cette notion. Plus grave encore, l'article qui suit (46) traite très sévèrement de la notion de dénonciation calomnieuse. A croire que les auteurs de cette loi ont voulu sciemment dissuader tout dénonciateur de corruption ou donneur d'alerte.

D. H.

## LES AVEUX TARDIFS DU PREMIER MINISTRE «Le gouvernement a échoué devant les puissances de l'argent» !

Lors d'une conférence de presse tenue avant-hier, le Premier ministre et Secrétaire général du RND a peut-être surpris les journalistes présents en tenant des propos, sorte d'aveux tardifs, à propos des puissances de l'économie noire. Pourquoi ces déclarations maintenant ? Se sait-il non reconduit à ses fonctions ? Extraits : à propos de ce qu'il appelle le «lobby des conteurs», qui «transfèrent l'argent du pétrole à Paris et Shanghai et qui ont créé un «Dubai» dans chaque coin du pays».

Qu'a fait le gouvernement pour contrer ce lobby ? Aveu d'impuissance ou complicité inavouée ? Et cerise gouvernementale sur le gâteau de ce lobby, dit le Premier ministre : «Le gouvernement a échoué devant les puissances de l'argent» ! Et d'ajouter que «l'argent commande et commence à gouverner en Algérie» ! Alors, est-ce le pouvoir de l'argent ou l'argent du pouvoir, ou les deux ? Et si le Premier ministre ne se reconnaît pas dans ce pouvoir sonnant et trébuchant, parlant même d'échec, pourquoi n'a-t-il pas démissionné ?

Reconnaissant les très larges pratiques de son gouvernement consacrant le gré à gré dans l'octroi des marchés publics, ce que nous n'avons jamais cessé de dénoncer dans ces colonnes, le Premier ministre avouera encore que les entreprises publiques ont bénéficié au cours des deux dernières années de marchés publics par le «gré à gré pour un montant de 1 000 milliards de DA» ! Et l'on s'étonnera après que la corruption continue d'exploser.

D. H.

## LE COIN DES DÉFINITIONS

### «Accountability» ou rendre compte à l'anglaise

Le terme anglais accountability se traduit par responsabilité, imputabilité, par reddition des comptes ou par obligation redditionnelle. Il s'agit du fait d'être responsable de la manière dont on accomplit son service. Cette responsabilité s'applique notamment à trois domaines :

1. la responsabilité politique ou managériale, c'est-à-dire l'obligation pour toute autorité publique de répondre de ses actes et des décisions qu'elle a prises, omis de prendre ou prises au mauvais moment ;
2. la responsabilité administrative, qui s'entend non

seulement par l'obligation de rendre compte à la hiérarchie, mais aussi au public, aux usagers et aux organes chargés de veiller au respect de l'éthique professionnelle, des valeurs et des normes ;

3. la responsabilité financière et budgétaire, qui se rapporte à l'affectation, à l'utilisation et/ou au contrôle des fonds ou actifs publics.

L'utilisation du terme accountability renvoie à ces obligations en totalité ou en partie.

D. H.

## A nos lecteurs.....

«Le Soir Corruption» du lundi 28 mai 2012 n'est pas paru pour des raisons d'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs.